



Communiqué de Presse

OGM : votre avis ne compte plus !

Vous vous en souvenez sans doute, à la fin du mois d'octobre dernier, la firme BASF et l'université de Gand déposaient une demande d'essai d'OGM en plein champs. « *Des OGM en Belgique ? C'est impossible !* » pensait-on. Près de 7 mois après, la réalité est malheureusement tout autre.

Dès l'introduction de cette demande d'essai, plusieurs organisations environnementales, Nature & Progrès en tête, se sont manifestées et ont décidé d'agir avec pour but commun de faire en sorte que cette demande soit évaluée en profondeur au niveau de l'environnement, de la santé et au niveau socio-économique. Nature & Progrès a donc interpellé les ministres compétents en la matière en leur fournissant un argumentaire détaillé démontrant les risques de cet essai et les conséquences désastreuses que celui-ci pourrait avoir sur notre environnement et sur la filière de la pomme de terre wallonne car n'oublions pas qu'il s'agit d'un essai pour une pomme de terre OGM destinée à la consommation humaine.

Pour rappel, l'emploi d'un gène marqueur de résistance à un antibiotique (comme c'est prévu dans l'essai de l'université de Gand) pose un problème capital. Cette technologie a déjà été décriée, et les plantes qui en sont issues ne sont de toute manière pas autorisées à la vente en Europe (Directive 2001/18/CE du Parlement et du Conseil). De plus, les plants de pommes de terre seront cultivés jusqu'à maturité des fruits et donc après la floraison. La dissémination du pollen aura donc lieu, sur de grandes distances, avec le risque de contaminer les plants de pomme de terre avoisinants, contribuant ainsi à une dissémination totalement incontrôlée de gènes modifiés dans l'environnement. Rappelons enfin que ce dossier comportait de nombreuses lacunes, notamment la notification de l'emplacement précis de l'essai. Suite à l'insistance de diverses associations environnementales dont Nature & Progrès, l'emplacement a été précisé : l'essai se déroulera dans un champ à Wetteren, en Flandre Orientale, entre Gand et Alost.

Au mépris des citoyens

à ces problèmes, s'ajoute un élément fondamental et qui dépasse même la problématique des OGM : le mépris de l'avis des citoyens.

En effet, en ouverture de ce dossier, une consultation publique a été initiée afin de connaître votre opinion sur cet essai. Les citoyens se sont positionnés massivement contre cette demande (cfr www.ogm-ggo.be) et on sait que près de 60% de la population belge est défavorable aux OGM. Dans ce cas, l'essai devait être rejeté, non ? Hé bien non ! Cette enquête publique a littéralement servi d'alibi afin de faire croire aux citoyens qu'ils avaient leur mot à dire sur l'avenir de leurs terres et de leur environnement. Nous en voulons pour preuve l'avis favorable à cet essai rendu par la Ministre Fédérale de la Santé Publique et le Ministre Fédéral du Climat et de l'Energie au début du mois de mars 2011. Un avis positif qui inclut de nombreuses conditions, preuves encore une fois de la dangerosité de cet essai et des risques qu'il engendre.

Nos ministres n'ont voulu tenir compte que de l'avis du Conseil Consultatif de Biosécurité au détriment de celui de la population. Or, dans ce Conseil, les failles sont nombreuses. Que dire tout d'abord de l'absence de la société civile (en majorité contre les OGM) quand on sait que certains membres de ce conseil sont notoirement pro-OGM... Plus grave encore, il n'y existe aucun débat contradictoire. En effet, ce conseil, composé principalement de scientifiques experts en biotechnologie a remis un avis, certes, mais d'une manière telle que c'est tout le fonctionnement du dit comité qui doit être remis en question ! Faute d'avoir pu trouver une position unanime dans ce dossier, c'est le Président du Conseil lui-même qui a tranché, seul, et qui a donc remis un avis positif pour cet essai ! Or, on sait qu'au moins trois membres du Conseil étaient opposés à cette demande mais, comme celui des citoyens, leur avis n'a pas été pris en compte ! On peut se demander dans quelle mesure ce Conseil fonctionne démocratiquement, d'autant que ce genre de dysfonctionnement est connu des autorités et cela depuis plusieurs années !

Nature & Progrès a donc décidé d'interpeller la Ministre de la Santé Publique à cet égard. La réponse de la Ministre vient de nous parvenir et est des plus évasives (cfr ci-joint).

La voie ouverte à la désobéissance civile

Nature & Progrès s'indigne donc logiquement que des décisions d'une telle importance soient laissées aux mains d'un Conseil dont le fonctionnement est plus que douteux.

Est-ce un manque de courage des ministres socialistes craignant une communautarisation de ce dossier ou est-ce un terrain miné dont certains ont su profiter en se moquant de l'avis des gens mais en se moquant surtout de l'importance de ce dossier sur la santé de la population belge ?

Jusqu'ici le dialogue entre citoyens et pouvoirs publics avait permis une gestion démocratique du dossier des OGM, contrairement à ce qui se passe en France où l'absence de débat et la confiscation de la décision par le politique n'ont laissé d'autre voie à l'expression citoyenne que la désobéissance civile. La question des OGM, suite à de nombreux arrachages, s'est donc complètement enlisée ne pouvant être débattue que devant les tribunaux. Est-ce cette extrémité que l'on souhaite en Belgique ? Comme Nature & Progrès le dit depuis 10 ans, c'est ce qui est progressivement en train d'arriver. Nature & Progrès regrette vivement que les ministres, et probablement l'ensemble du gouvernement, aient choisi de risquer la confrontation avec la population et de remettre en selle les faucheurs d'OGM. Vu la position prise Nature & Progrès ne peut que comprendre que certains choisissent cette démarche. Pour autant, Nature & Progrès précise qu'elle ne participera pas à des actions de désobéissance civile et qu'elle continue à réclamer une réelle prise en compte des avis majoritairement exprimés par la population. Enfin, Nature & Progrès demande avec insistance que la société civile soit dignement représentée au sein du Comité de bioéthique de manière à rendre ce Comité vraiment digne de confiance.

Pour notre santé et celle de la terre...